Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift

Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft

Band: 173 (2007)

Heft: 4

Artikel: Quelles réponses aux défis stratégiques contemporains? : une grille d'analyse

Autor: Wicht, Bernard

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-71026

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelles réponses aux défis stratégiques contemporains? – Une grille d'analyse

Comment évaluer et analyser les nouveaux défis stratégiques que l'Etat doit affronter aujourd'hui ? Bernard Wicht propose une grille de lecture inédite permettant de mieux apprécier la situation contemporaine et de dégager des pistes de travail pour les réponses à y apporter du point de vue de la stratégie.

Bernard Wicht*

Avec la fin de la Guerre froide et de l'équilibre des puissances, on assiste au grand retour de la stratégie qui était en quelque sorte «restée bloquée» en raison de la doctrine de la dissuasion nucléaire et de l'impossibilité d'un affrontement direct entre les adversaires; le pacifisme militant, la guerre révolutionnaire ou encore l'offensive diplomatique fondée sur les droits de l'homme représentaient alors des ersatz et des formes dérivées d'affrontement entre les blocs. La chute du Mur de Berlin a mis un terme à cette situation de pat (pour reprendre un terme tiré du jeu d'échecs) et la stratégie refait surface à la fois comme domaine de réflexion et comme pratique de l'action. Mais, entre temps la notion de stratégie s'est transformée; elle est devenue protéiforme, récupérée d'une part à tout va par différents domaines de l'activité économique, politique et sociale (marketing, partis politiques, jeux) et confondue d'autre part avec les nouvelles disciplines issues des relations internationales (politique de paix et de sécurité, recherche sur les conflits). Il importe donc de préciser ce qu'on entend par stratégie au sens propre, débarrassé de ces divers glissements sémantiques. A cet égard, la définition proposée par le stratège français André Beaufre fait toujours autorité: *«l'art de la dialectique des forces ou encore plus exactement l'art de la dialectique des volontés employant la force pour résoudre leur conflit».*[1] C'est dans l'opposition de deux volontés sous forme d'un véritable duel où l'un des protagonistes cherche à soumettre l'autre à ses conditions que Beaufre détecte l'essence même de la stratégie: dans la recherche de cette décision visant à convaincre l'adversaire qu'engager ou poursuivre la lutte est inutile. C'est à partir de cette compréhension de la stratégie que nous allons construire notre raisonnement et notre réflexion sur les défis stratégiques contemporains. Il s'agit ainsi, d'abord, de caractériser brièvement ces défis pour esquisser, ensuite, une modélisation permettant, enfin, de dégager les concepts et principes stratégiques répondant à ces défis.

* Bernard Wicht, Docteur en droit, chef des affaires internationales auprès de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), et privat-docent à l'Université de Lausanne. Adresse: CDIP, Zähringerstrasse 25, Postfach 5975, CH-3001 Berne; *wicht@edk.ch).*

Changer de perspective

En se fondant sur cette approche de l'affrontement dialectique des volontés que l'on peut qualifier, dans le contexte de la mondialisation, de véritable *volonté de prédation,* il convient d'effectuer un changement de perspective (au sens où l'entend la Renaissance italienne: changer de perspective, c'est changer notre représentation de la réalité)[2] en n'envisageant plus l'ordre international global d'un point de vue systémique sous l'angle de *l'interdépendance,* mais selon une approche stratégique en plaçant l'acteur (et sa volonté) au centre de notre raisonnement. En effet, la doctrine dominante des relations internationales considère à l'heure actuelle que la principale menace contemporaine pour la paix et l'équilibre mondiaux se situe dans ce qu'on appelle les «risques globaux» qui minent la stabilité du système international provoquant toutes les dérives que l'on sait telles que les flux migratoires illégaux, les différentes formes de trafic illicite (drogue, armes), les activités des groupes armés mafieux ou terroristes, mais aussi ces Etats échoués ou défaillants (Somalie, Afghanistan, Sierra Leone, Colombie) qui deviennent de véritables «repères de pirates» (seigneurs de guerre, milices, cartels de la drogue). A ces risques globaux, on oppose généralement la réponse globale de la coopération internationale (promotion de la paix et de la bonne gouvernance, aide humanitaire).

Force est de relever cependant, dans l'optique de la stratégie, qu'un système – le système international en l'occurrence – aussi complexe et élaboré soit-il, n'est pas doué de volonté: ce sont les acteurs qui ont cette capacité et non le système. Or, dans le cas présent, l'acteur qui nous intéresse, c'est *l'Etat* mais, et il importe de le préciser immédiatement, un Etat affaibli qui n'est plus la structure dominante, ni centrale du système-monde contemporain.[3] Par conséquent, comment faire intervenir vis-à-vis d'un tel Etat les risques globaux précédemment évoqués et quelles conséquences en tirer du point de vue de la stratégie. C'est à ce stade qu'intervient le changement de perspective, c'est-à-dire le passage d'une approche systémique à une approche centrée sur l'Etat.[4] Ce changement voit derrière ces risques globaux non plus les défauts ou les faiblesses du système international global, mais bel et bien le résultat d'une véritable volonté prédatrice. Comment modéliser une telle réalité?

> «Les sociétés traversent une crise de civilisation que seul un système de sécurité repensé peut sauver de l'anarchie ou d'un désordre durable. Il n'est pas stupide de penser qu'une fois encore dans l'Histoire, l'évolution du corps social sera étroitement associée à celle du système militaire.»
>
> Eric de La Maisonneuve – *La violence qui vient*

Quelle modélisation adopter?

Pour essayer de se représenter l'effet des risques globaux sur l'Etat, il faut se rappeler que celui-ci se définit avant tout comme l'organisation qui revendique avec succès le monopole de la violence légitime sur une population et un territoire déterminés (Max Weber). Au cours de l'histoire de l'Etat moderne (XVI^{e}–XX^{e} siècle), la construction de ce monopole a signifié le *désarmement des concurrents* de l'Etat se trouvant sur son territoire, c'est-à-dire toutes les organisations disposant de moyens de contrainte et de violence, capables de lui disputer le contrôle sur le territoire et les populations: des seigneurs féodaux aux milices bourgeoises en passant par les corsaires, les condottieres, les armées privées de mercenaires et les compagnies à charte.

[1] André BEAUFRE, Introduction à la stratégie, Paris, Hachette, (1963) 1998 (Pluriel; 902), p. 34.

[2] La Renaissance marque un tournant majeur du point de vue historique. Elle entraîne un bouleversement complet des repères existants et, partant, le besoin d'un nouveau cadre de références pour appréhender la réalité: d'où par exemple le recours à l'induction (raisonnement du particulier au général, en lieu et place de la méthode scholastique typique du Moyen Age), ou encore le retour vers les penseurs de l'Antiquité (Cicéron, Polybe, Aristote) pour pouvoir mieux dégager les questions fondamentales et les nouveaux enjeux qui se présentent alors aux sociétés. *Mutatis mutandis,* aujourd'hui la mondialisation représente un changement au moins aussi radical que celui apporté par la Renaissance: d'où le besoin également de changer de perspective.

[3] Sur le décentrage de l'Etat à l'ère globale, cf. plus spécialement, Martin ALBROW, *The Global Age: State and Society Beyond Modernity,* Cambridge, Polity Press, 1996.

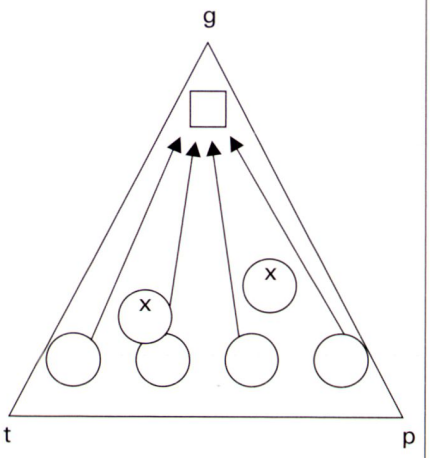
[4] A ce sujet, cf. en particulier, John M. HOBSON, *The State and International Relations,* Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Guerre à l'intérieur de l'Etat: essai de définition

On peut tenter de définir le phénomène actuel de pénétration de la guerre à l'intérieur de l'ordre étatique comme le déplacement du paradigme de la guerre interétatique vers le conflit de basse intensité se déroulant au sein même de l'Etat, c'est-à-dire au cœur de la population du pays concerné. Si ce type de conflit met en œuvre des armées régulières, il donne surtout naissance à des entités non-étatiques (groupes armés, seigneurs de guerre, cartels de la drogue, mouvements paramilitaires, milices diverses) qui prennent en main le contrôle des populations locales. En effet, le conflit de basse intensité conduit à la désintégration progressive des services de l'Etat (sécurité, éducation, santé, logement) qui ne sont plus en mesure de garantir aux populations la protection des personnes et des biens. Dès lors, cette protection est reprise peu à peu par les entités non-étatiques selon un modèle mafieux: protection contre rémunération et allégeance. Ces entités sont donc des concurrents de l'Etat; elles lui contestent les éléments essentiels de son pouvoir sur son territoire et sa population, l'économie grise leur permettant de se financer de manière autonome. C'est pourquoi, il est plus exact dans ce contexte de parler de *guerre à l'intérieur de l'Etat* plutôt que de *guerre civile*. Cette guerre est généralement,

- sans front
- endémique
- d'apparence anarchique
- de longue durée
- dominée par l'incertitude
- marquée par la prépondérance des forces morales sur les forces matérielles
- caractérisée par une forte implication de la communauté internationale (pressions, sanctions, interventions).

Cette formation du monopole et ce processus de désarmement des concurrents ont conduit à la solidification interne de l'Etat et à l'étatisation de la guerre qui est ainsi devenu un instrument au service de la politique de l'Etat (guerre interétatique, système westphalien, stratégie clausewitzienne).[5] Ceci peut être représenté par le schéma suivant (en science politique l'Etat est généralement symbolisé par un triangle dont le sommet *g* représente le gouvernement et la base, le territoire *t* et la population *p*):

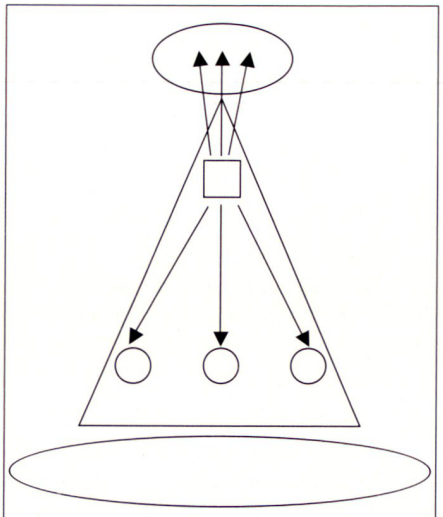


(XVI^{e}–XX^{e} siècle)
Processus de concentration du pouvoir
(désarmement des concurrents)

Aujourd'hui, on peut avancer que le processus s'est inversé; on assiste à la déconstruction du monopole étatique et au *réarmement des concurrents* de l'Etat. Cette déconstruction se déroule, d'une part, au niveau supra-étatique avec la perte de souveraineté de l'Etat au profit de la communauté internationale et de la puissance unique (Etats-Unis) et, d'autre part, au niveau infra-étatique avec le retour d'organisations non-étatiques concurrençant le pouvoir de l'Etat sur son propre territoire. A cet égard, on peut distinguer grosso modo quatre types différents de ces nouveaux contre-pouvoirs: les séparatismes violents (IRA, ETA), les mafias et autres formes de crime organisé, les narco-guérillas (UCK, PKK), et les mouvements fondamentalistes ethniques ou religieux (Al Qaeda).[6] Ces entités vident l'Etat de sa substance en reprenant à leur compte les principales fonctions étatiques, l'exercice de la violence et le contrôle de certaines franges de populations (diasporas, sous-prolétariats des banlieues).

Dans cette situation, la guerre ne se déroule plus essentiellement entre Etats, mais *à l'intérieur de l'Etat,* entre celui-ci et les entités qui le concurrencent sur son propre territoire au milieu de la population, le tout sous le contrôle de la communauté internationale prête à sanctionner l'Etat au moindre faux pas, voire à intervenir politiquement ou militairement. C'est la conséquence de la pénétration de l'ordre global – la mondialisation, les flux de tous ordres, la nouvelle légitimité internationale – à l'intérieur de l'ordre national étatique.[7] Par rapport aux conflits que l'Occident a connu jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale (batailles rangées entre armées régulières, fronts clairement définis, distinction front/arrière, civil/militaire), cette guerre «à l'intérieur» est sans front, de longue durée, faite d'une violence anarchique (continuum de la violence). Elle a un caractère endémique. La population est à la fois l'objectif de la lutte et la ligne de contact. De son côté, la communauté internationale joue un rôle majeur: pressions, sanctions, chantage, déstabilisation, ingérence, intervention.

Dans ce contexte de guerre à l'intérieur de l'Etat, la violence se transforme également. La distinction entre la guerre et le crime s'estompe, les différentes entités non-étatiques faisant largement appel au crime organisé et à l'économie grise pour se financer et conduire leurs activités politiques ou guerrières. Autrement dit, à la dichotomie ennemi à l'extérieur/criminel à l'intérieur se substitue dorénavant celle-ci, ennemi à l'intérieur (où il mine les bases de l'Etat)/criminel à l'extérieur (où il se



(depuis la fin du XX^{e} siècle)
Processus de reféodalisation
(réarmement des concurrents, fuite de la souveraineté vers le niveau supra-étatique)

[5] Sur le processus de formation du monopole étatique et le désarmement des concurrents, cf. l'œuvre fondatrice de Norbert ELIAS, *Über den Prozess der Zivilisation: soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen,* 2 vol., 17^{e} éd., Francfort, (1939) 1992; cf. eg. Janice E. THOMSON, *Mercenaries, Pirates and Sovereign: state-building and extraterritorial violence in early modern Europe,* Princeton, Princeton University Press, 1994; ainsi que Niall FERGUSON, *The Cash Nexus: Money and Power in the Modern World, 1700–2000,* Londres, Allen Lane, 2001.

[6] Sur le réarmement des concurrents, cf. principalement Loretta NAPOLEONI, *Terror Inc: Tracing the Money Behind Global Terrorism,* Londres, Penguin Books, 2004; R. T. NAYLOR, *Wages of Crime: Black Markets, Illegal Finance, and the Underworld Economy,* Ithaca, Cornell University Press, éd. rév. 2004; Alain LABROUSSE, *Géopolitique des drogues,* Paris, PUF, 2004; Thierry CRETIN, *Mafias du monde: organisations criminelles transnationales, actualité et perspectives,* Paris, PUF, 3^{e} éd., 2002; Xavier RAUFER, ed., *Dictionnaire technique et critique des nouvelles menaces,* Paris, PUF, 1998; François JEAN/Jean-Christophe RUFIN, ed., *Economie des guerres civiles,* Paris, Hachette, 1996 (Pluriel; 8788).

[7] A ce sujet, cf. en particulier Ulrich BECK, *Macht und Gegenmacht im globalen Zeitalter: Neue Weltpolitische Ökonomie,* Francfort, Suhrkamp, 2002; Carlo GALLI, *La guerra globale,* Rome, Bari, Laterza, 2002.

livre à ses trafics transnationaux). A la séparation stricte entre les trois sphères du crime (réprimé à l'intérieur de l'Etat), de la guerre (considérée comme acte politique et défense des frontières contre l'ennemi extérieur) et de la justice privée (vendetta, largement combattue par l'Etat moderne) se substitue dorénavant une forme de continuum de la violence allant, sans interruption véritable, ni transition des incivilités à la guerre en passant par l'émeute, l'insurrection ou la rébellion. Pensons ici par exemple aux émeutes de Los Angeles en 1992 et à celles des banlieues françaises en 2005, aux événements du G8 à Genève en 2004, à la guerre des gangs à Sao Paolo en 2006, ou encore à la zone de chaos créée à la Nouvelle Orléans suite à l'ouragan Katrina (2005) et occupée depuis par les gangs et les trafiquants de drogue.[8]

Pour l'Etat, de nouvelles frontières stratégiques résultent d'un tel environnement, à savoir cette perte de souveraineté au sommet et le réarmement de la base. Deux fronts se dessinent ainsi dans cette lutte que doit mener l'Etat, «vers le haut», face à l'échelon supra-étatique pour garantir son existence stratégique et, «vers le bas», face à l'échelon infra-étatique pour garantir le contrôle de sa base.

Résumé des caractéristiques des nouvelles menaces

1. Jusqu'en 1945, les guerres se déroulent essentiellement entre Etats, sur le champ de bataille et opposent des armées régulières. En Centre-Europe, pendant la Guerre froide, l'OTAN et le Pacte de Varsovie se sont préparés à un engagement de ce type. Aujourd'hui la guerre s'est transformée profondément: d'une part, elle a lieu majoritairement à l'intérieur des Etats et, d'autre part, elle prend la forme d'une violence anarchique faite d'émeutes, d'attentats, d'actes insurrectionnels et terroristes. Dans ce contexte, il n'y a plus de véritable séparation entre la guerre et le crime.

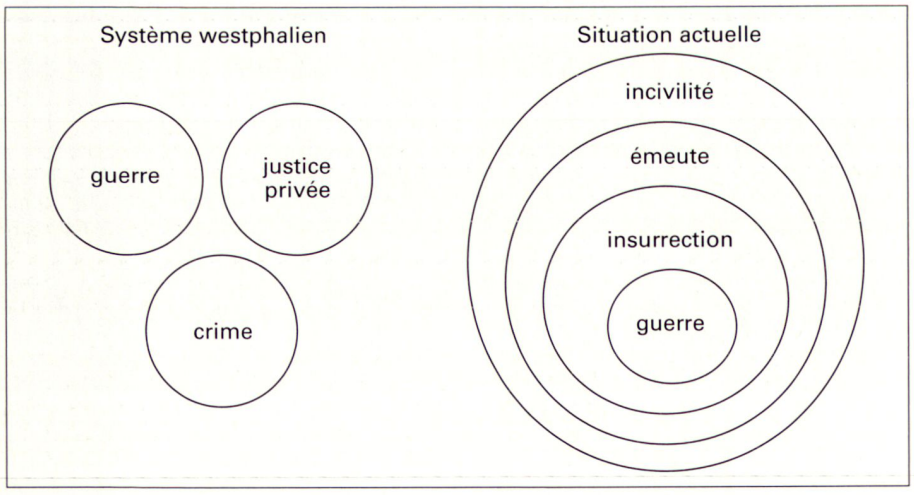
2. Cette forme de guerre n'est plus le fait d'armées régulières, mais de groupes armés fondus dans la population civile. Ces groupes sont notamment des mafias, des narco-guérillas, des mouvements séparatistes ou fondamentalistes assurant tous leur propre financement à travers le trafic de drogue, le crime organisé et d'autres formes d'extorsion (enlèvement, corruption, escroquerie). On assiste ainsi à la naissance de structures parallèles échappant de plus en plus au contrôle des Etats.

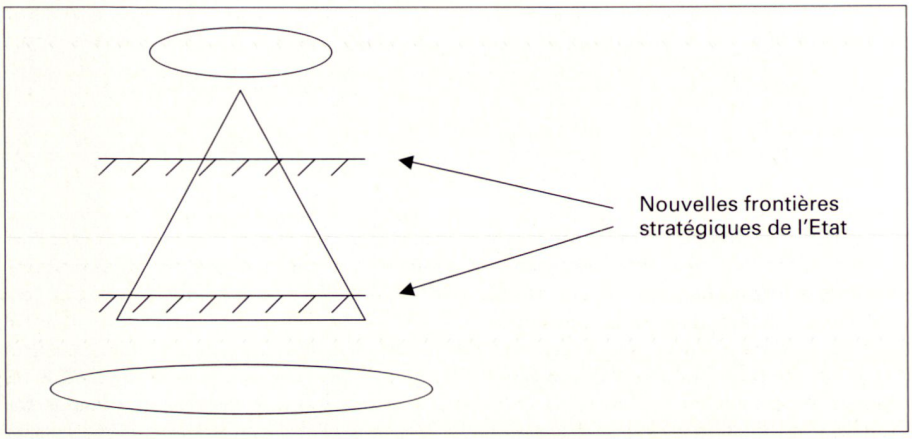
3. Ce genre de situations concerne tant les Etats développés du Nord que les Etats moins développés du Sud. Les phénomènes de révolte urbaine touchent également les banlieues des grandes villes européennes. Des zones de non-droit où la police ne peut plus intervenir naissent un peu partout en Europe occidentale. Les mafias parviennent à obtenir un certain contrôle de ces territoires et des populations qui y habitent.

4. Par conséquent, le modèle de combat auquel il faut s'attendre à l'avenir n'est pas à rechercher dans la guerre conventionnelle de haute intensité, mais dans les affrontements chaotiques se déroulant entre les forces de l'ordre (police et armée) opposées à des cartels de la drogue, des mouvements de guérilla et des bandes armées. Dans ce type de guerre, l'objectif n'est plus prioritairement la conquête d'un territoire, mais bel et bien le contrôle de la population; celle-ci est donc devenue l'enjeu de la lutte en lieu et place du territoire.

5. Dorénavant l'armée n'a donc plus pour mission principale de combattre les forces ennemies sur le champ de bataille. Elle doit avant tout rassurer la population civile, la soustraire à l'emprise des groupes armés, garantir la sûreté des personnes et des biens et, au besoin, créer des périmètres de sécurité.

Quelles conséquences peut-on tirer de cette modélisation sur le plan stratégique? Quels sont les concepts stratégiques qui s'appliquent?



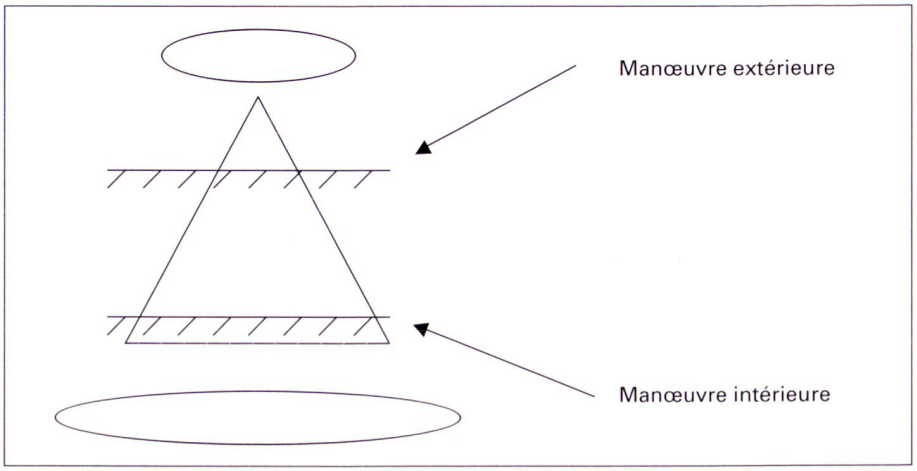


La liberté d'action de l'Etat: manœuvre extérieure, manœuvre intérieure, centres de gravité

Dans cet environnement inédit pour l'Etat moderne, il importe de poser les questions premières: de quelle *liberté de manœuvre* (liberté d'action) l'Etat dispose-t-il? où se situe dorénavant ses *centres de gravité?* comment risque-t-il d'être fixé? Autrement dit, il s'agit de reprendre les éléments de base de la stratégie: fixation, manœuvre, anéantissement.

S'agissant de la liberté de manœuvre de l'Etat, on peut avancer qu'elle est délimitée par les deux nouvelles échelles de pouvoir précédemment décrites, l'une supra-étatique, l'autre infra-étatique. L'Etat doit donc conduire une double manœuvre, à la fois vis-à-vis de l'une et de l'autre, s'il veut s'assurer une certaine liberté d'action: il doit pouvoir affirmer sa volonté simultanément «vers le haut» et «vers le bas», c'est-à-dire d'un côté garantir sa légitimité et ses droits face à la communauté internationale et de l'autre stabiliser sa base en voie de délitement. *Mutatis mutandis,* on retrouve l'interaction proposée par Beaufre entre *manœuvre extérieure* et *manoeuvre intérieure.* Selon le stratège français, la première est

[8] Cf. en particulier, Agostino PETRILLO, *Città in rivolta: Los Angeles, Buenos Aires,* Genova, Verone, Ombre corte, 2004; Mike DAVIS, *Au-delà de Blade Runner: Los Angeles et l'imagination du désastre,* trad., Paris, Allia, (1998) 2006; Hans Magnus ENZENSBERGER, *Aussichten auf den Bürgerkrieg,* Francfort, Suhrkamp, 1993.



celle que l'Etat doit mener sur «l'échiquier mondial» pour garantir son existence comme entité stratégique capable de négocier et de défendre ses propres intérêts aussi bien en faisant valoir le droit, les valeurs morales et humanitaires qu'en s'appuyant sur une frange de l'opinion internationale ou en s'assurant un certain ascendant culturel. La seconde est celle que l'Etat doit conduire sur le théâtre même des opérations. Si, d'après Beaufre, la première est avant tout d'ordre politique, diplomatique, psychologique et culturelle (lorsque l'Etat fait valoir «sa» conception des affaires du monde), la seconde est d'abord militaire et répond dans la plupart des cas aux critères de la contre-insurrection.

Le stratège français souligne l'interaction de ces deux manœuvres. La manœuvre extérieure est là pour fournir à l'Etat une marge d'initiative aussi large que possible sur la scène internationale. C'est de l'obtention de cette marge d'initiative que dépend l'exécution de la manœuvre intérieure. Cette dernière ne peut en effet se concevoir qu'à l'abri de l'écran offert par la manœuvre extérieure. La liberté d'action de l'Etat est donc dépendante de la bonne conjugaison entre manœuvre extérieure et manœuvre intérieure, particulièrement dans l'environnement stratégique créé par la mondialisation conduisant à ce «dépassement» de l'Etat «par le haut» (communauté internationale, puissance unique) et «par le bas» (contre-pouvoirs, réarmement des concurrents). Dans ce contexte, l'interaction entre les deux manœuvres signifie que l'Etat ne peut rien entreprendre pour stabiliser sa base (manœuvre intérieure) sans s'être au préalable assuré d'une liberté d'action minimale via la manœuvre extérieure.

Comme exemple de manœuvre extérieure, on peut citer la campagne diplomatico-médiatique lancée par la France sur le thème de l' «exception culturelle» dans le cadre des négociations du GATS (Uruguay Round, 1993–94) permettant à Paris de se donner une nouvelle légitimité vis-à-vis de la domination anglo-saxonne sur le dossier du libre-échange, de réaffirmer ainsi sa position au sein de l'Union Européenne et de s'attirer les sympathies de certains Etats du Sud. Dans un autre registre mais poursuivant un objectif similaire, la politique développée par Cuba depuis la fin de la Guerre froide est assez représentative d'une manœuvre extérieure conduite avec succès par un petit Etat face à une superpuissance – les Etats-Unis. En s'assurant d'une forme de leadership moral, voire intellectuel en Amérique latine (visite du pape Jean-Paul II puis de l'ancien président américain Jimmy Carter, alliance ensuite avec le Venezuela d'Hugo Chavez) ainsi qu'auprès des mouvements altermondialistes (néo-zapatisme, forum de Porto Allegre), le régime castriste a su maintenir de la sorte une certaine marge de manœuvre face à la toute-puissance des Etats-Unis. De même, on peut citer la manœuvre de l'Iran «animant» la révolte chiite au Proche- et Moyen-Orient (Liban, Irak) afin de se «donner de l'air» et pouvoir développer au plan intérieur son programme nucléaire national. En ce qui concerne la manœuvre intérieure plus spécialement, on rappellera la discrétion et l'efficacité avec lesquelles le Royaume-Uni a su gérer la très longue crise nord-irlandaise sans jamais céder à l'escalade militaire, ni se laisser fixer par cet abcès sur la scène internationale.

Complémentaire à la réflexion sur la liberté d'action, il importe de s'interroger maintenant sur les vulnérabilités critiques de l'Etat, c'est-à-dire ses *centres de gravité* dans le contexte de guerre décrit précédemment, autrement dit les points pouvant engendrer sa paralysie ou sa dislocation (Liddell Hart). Dans la guerre conventionnelle, les centres de gravité sont souvent la capitale du pays dont la chute provoque généralement la défaite définitive et, au niveau opérationnel, les centres de commandement de l'armée ou les nœuds logistiques. Dans une organisation non-étatique de type guérilla, ce peut être par exemple le chef spirituel ou le leader charismatique. On le voit, les centres de gravité envisagés ici ne sont pas ceux qui concernent la masse et dont la destruction conduit à une réduction décisive des capacités (approche clausewitzienne, action sur les *Schwerpunkte* – sources de force; stratégie du fort au fort), mais bel et bien ceux générant la paralysie du système (sources de vulnérabilité). Dans ce sens, on peut avancer que ce sont précisément les contre-pouvoirs évoqués plus haut échappant au contrôle de l'Etat et pouvant être instrumentés ou manipulés de l'extérieur pour accroître les dissensions internes, susciter une crise intérieure et provoquer de ce fait le déséquilibre de l'Etat et partant sa dislocation. Mouvements séparatistes régionaux ou narco-guérilla s'appuyant sur une diaspora politiquement organisée peuvent ainsi provoquer une dangereuse remise en cause de l'ordre étatique et de la légitimité nationale surtout s'ils trouvent un soutien auprès de la communauté internationale. C'est de la sorte que l'on peut lire d'ailleurs l'intervention de l'OTAN contre la Serbie en 1999: l'armée serbe se trouve fixée sur le terrain par une narco-guérilla séparatiste – l'UCK – réclamant l'indépendance d'une partie du territoire national, cette armée est ensuite frappée par une coalition multinationale – l'OTAN – intervenant au nom des droits de l'homme et du respect des minorités ethniques. On retrouve donc le schéma stratégique classique: fixation (par une narco-guérilla), manœuvre (par une coalition multinationale) et déstructuration (en lieu et place de la destruction) de l'Etat en sous-identités ethniques.

Il est intéressant de relever que, dans le contexte de guerre à l'intérieur de l'Etat, la dislocation de l'ordre étatique semble remplacer la destruction des forces armées sur le champ de bataille. D'ailleurs dans le cas de la Serbie, l'armée est sortie pratiquement intacte des bombardements. Par conséquent, il y a lieu de se demander, en fonction d'un tel schéma, si la «mise en faillite» de l'Etat ne vaut pas désormais bataille décisive, le concept *d'Etat failli (failed state)* se substituant à celui d'anéantissement en tant qu'objectif stratégique. Rappelons à cet égard que la notion d'Etat failli est une catégorie créée par la communauté internationale pour désigner les Etats qui ne sont plus capables de se gouverner eux-mêmes et auxquels il faut porter secours et prêter assistance. Si à l'origine ce devoir d'assistance de la communauté internationale se veut désintéressé, il se révèle toutefois dans la pratique rapidement à géométrie variable. Les Etats intervenants – les grandes puissances en particulier – restent en effet fondamentalement des prédateurs et la fin de l'équilibre international des puissances a accru cette tendance de manière exponentielle (pensons à la mise en coupe réglée de la plupart des Etats africains depuis la fin de la Guerre froide). Par conséquent, beaucoup plus qu'une situation de détresse véritable, ce sont les intérêts des grandes puissances, la richesse du sous-sol, une situation économique enviable (la Suisse dans l'affaire des fonds en déshérence) ou la position géostratégique du pays concerné qui déterminent le plus

souvent l'intervention de la communauté internationale. De là à provoquer ce genre de situations en suscitant l'affrontement des factions internes, l'affirmation des mouvements de sécession ou encore en profitant des faiblesses institutionnelles, il n'y a qu'un pas vite franchi! On pense ici également à toute la vague des révolutions oranges en Europe centrale et orientale.[9]

Notons au passage combien le changement de perspective opéré et la grille d'analyse stratégique adoptée autorise de ne plus voir seulement dans le *failed state* un risque global impliquant la coopération internationale, mais également un objectif stratégique, fruit d'une volonté prédatrice, auquel il importe de faire face. On le constate aisément dès lors, c'est dans la combinaison de la manœuvre extérieure et de la manœuvre intérieure que réside principalement la réponse de l'Etat afin de ne pas être déclaré *failli* par la communauté internationale tout en évitant de se laisser *fixer* par les contre-pouvoirs concurrençant son autorité et le contrôle de son propre territoire.

En conséquence, il convient de développer cette double approche (extérieure – intérieure) en précisant les principes stratégiques que l'on peut tirer d'une telle analyse.

Quelles stratégies?

Comme le soulignait jadis la doctrine militaire soviétique, «toute activité est conduite en tenant compte des lois, principes, méthodes et procédés établis par la théorie».[10] Il importe donc de se demander quels sont ceux qui s'adressent aujourd'hui à la conduite de la guerre à l'intérieur de l'Etat telle que nous l'avons exposée précédemment.

A l'heure actuelle la plupart des théories stratégiques insistent plutôt sur le *modus operandi*. D'un côté, il s'agit en effet des concepts *d'infoguerre* et de RMA *(Revolution in Military Affairs)*, à savoir les modes d'action basés sur la très haute technologie visant la préemption et la décapitation de l'adversaire. A l'autre extrémité du spectre, on trouve les concepts de guerre *asymétrique* ou de *netwar,* à savoir les actions mises en œuvre par des acteurs non-étatiques n'utilisant pas un mode de combat conventionnel.[11]

Mais ces théories – aussi pertinentes et valables soient-elles – ne considèrent habituellement pas, de manière simultanée, les deux extrémités du registre des nouvelles menaces que l'Etat moderne doit désormais affronter, les deux fronts sur lesquels il doit se battre en même temps – «le haut» et «le bas». Elles ne mettent pas non plus suffisamment en évidence l'enjeu du combat que doit livrer l'Etat moderne, c'est-à-dire lutter contre sa *déstructuration* en évitant, d'une part, sa mise en faillite (perte de souveraineté et de légitimité) et, d'autre part, sa *reféodalisation* (perte de contrôle de la population et du territoire). Or comme le montre le cas serbe, c'est précisément l'interaction entre le niveau supra- et infra-étatique – la manœuvre en tenaille de l'âge global – qui représente la menace majeure à laquelle l'Etat doit pouvoir répondre aujourd'hui.

Par conséquent, le passage de la guerre entre Etats à la guerre à l'intérieur de l'Etat telle que nous l'avons présentée (la pénétration de l'ordre ou du désordre global au cœur de l'ordre étatique), ce passage signifie un *changement fondamental de paradigme au niveau de la stratégie.* Il ne faut ainsi pas hésiter à «sortir des sentiers battus», à se détacher de l'étude des cas d'école habituellement admis pour se tourner résolument vers de nouveaux horizons, vers l'analyse d'expériences de guerre et de conflit qui peuvent paraître de prime abord atypiques, voire paradoxales. C'est pourquoi, en l'occurrence, nous faisons volontiers référence aux exemples cubains, iraniens, nord-irlandais, ou encore à la démarche stratégique de la CIA et du Hezbollah.

Car la conjoncture actuelle se distingue par une grande instabilité où tout devient possible en tout temps et en tout lieu. L'ordre international n'est plus le résultat de l'équilibre des puissances (fin du système westphalien). Il n'est pas non plus soumis au droit comme le voulait la Charte des Nations Unies: c'est le retour d'une situation hobbesienne de lutte de tous contre tous et du règne de la «loi de la jungle» (Etat failli, ingérences, redécoupage de frontières, intifadas et autres mouvements séparatistes). Dans ce sens, tant en raison du continuum de la violence régnant au sein de l'Etat que de la volonté prédatrice dominant l'échiquier mondial, il n'est plus possible de distinguer, selon le schéma clausewitzien classique, entre phase de paix et phase de guerre. En effet, la guerre n'est plus un affrontement ouvert et paroxysmique (s'inspirant du concept de guerre absolue) entre forces armées régulières conduisant à la décision définitive, c'est devenu un phénomène à la fois larvé, latent et moléculaire susceptible d'irruptions subites et violentes après des périodes de calme relatif (guerre latente). Dans ces circonstances nouvelles, la recherche de la manœuvre (extérieure et intérieure) n'a pas pour but primordial de vaincre, mais avant tout de durer (pensons à Cuba face aux Etats-Unis), de ne pas être battu *(Ermattungsstrategie, avoidance)*. Sur la scène internationale, l'Etat doit ainsi s'efforcer de se constituer une position et des atouts qu'il pourra ensuite négocier ou faire valoir pour maintenir ses acquis ou gagner un avantage; c'est ce qu'on appelle ici une *rente stratégique*. Au niveau infra-étatique, la combinaison des forces morales et de la durée l'emporte dorénavant sur les seules forces matérielles (pensons au Royaume-Uni évitant l'escalade militaire en Irlande du Nord pour parvenir à une solution après plus de trente ans de conflit): l'archétype devient celui du conflit de basse intensité où la *guerre irrégulière* remplace le plus souvent l'affrontement conventionnel.

Reprenons maintenant les différentes notions qui viennent d'être citées (guerre latente, *Ermattungsstrategie, avoidance,* rente stratégique, guerre irrégulière) et tentons de mieux les cerner en fonction des conditions actuelles:

– ***Guerre latente:*** dans le champ d'opposition paradigmatique qui caractérise les différents modes d'action stratégique (guerre totale/guerre limitée, guerre réglée/guerre irrégulière, etc.), on peut tenter d'introduire l'idée de *guerre latente* par opposition à celle de guerre conventionnelle et ouverte. En contraste avec cette dernière conception, la guerre latente peut comprendre, d'une part, le désordre international provoqué par la mondialisation et la fin du système westphalien et, d'autre part, les formes larvées et chaotiques de conflits internes conduisant non pas à l'affrontement décisif des forces régulières en rase campagne, mais à une situation de «ni paix - ni guerre» aboutissant à la désintégration progressive de l'Etat de l'intérieur par délitement de ses principales composantes, en particulier le corps social. Dans une telle situation, il n'y a plus de distinction claire entre phase de paix et phase de guerre conformément au modèle de la guerre interétatique. La guerre devient un phénomène persistant (Machiavel, Montecuccoli), endémique pouvant rapidement devenir épidémique, voire pandémique: au niveau supra-étatique, ceci se traduit entre autres par le droit d'ingérence et la fin du principe d'intangibilité des frontières, tandis qu'au niveau infra-étatique ce sont par exemple les différentes

[9] Sur toute cette question, cf. notre étude «Etat failli et faillite de l'Etat: dimension stratégique de la lutte pour les ressources», in CIEG, *Les enjeux géopolitiques des ressources naturelles,* Gyula Csurgai, ed., Lausanne, L'Age d'Homme, 2006, p. 34–68.

[10] Cité chez Hervé COUTAU-BEGARIE, *Traité de stratégie,* Paris, Economica, 1999, p. 27.

[11] Il s'agit principalement des théories de cette véritable forge de la pensée stratégique américaine qu'est la Rand Corporation (en particulier les travaux de John Arquilla et David Ronfeldt, *www.rand.org*). Ces théories sont évidemment bien adaptées à la puissance américaine, mais elles le sont beaucoup moins aux Etats ne répondant pas au qualificatif de super-puissance; or une règle classique des sciences sociales et historiques enseigne de se méfier des concepts ne correspondant pas ou non-adaptés au cas ou à la période que l'on veut analyser.

intifadas urbaines ou les zones de chaos créées suite à des catastrophes naturelles. Le principe qui pourrait s'appliquer à cette notion de guerre latente est en quelque sorte celui-ci: *nous sommes en guerre, mais nous ne le savons pas.*

– ***Ermattungsstrategie:*** conséquence logique de la notion de guerre latente, la stratégie d'usure *(Ermattungsstrategie)* reprend ses droits sur celle d'anéantissement *(Niederwerfungsstrategie)* spécialement représentative de la guerre totale. Il importe toutefois de dissiper un malentendu parce que la stratégie d'usure (attrition) est trop souvent assimilée à la seule usure des forces et du matériel de l'ennemi sans gains territoriaux, ni occupation d'objectifs – l'archétype à cet égard étant la bataille de Verdun. Mais ici, la stratégie d'usure est comprise dans le sens où l'entend l'historien militaire Hans Delbrück: une stratégie bipolaire organisée autour de la manœuvre et de la bataille recherchant non pas un affrontement décisif unique ou la «puissance brute», mais visant des objectifs limités et dans la durée. C'est typiquement la stratégie du faible au fort: celui qui est «incapable de frapper un coup décisif du fait de la faiblesse de ses moyens et donc condamné à fatiguer son adversaire par une série de coups de détail».[12] En essayant d'appliquer cette définition à la réalité de la guerre à l'intérieur de l'Etat – la tenaille supra- et infra-étatique –, on peut avancer que l'objectif de la stratégie d'usure est de gagner du temps, de tenir une position le plus longtemps possible sans pour autant se laisser fixer, d'encaisser et de durer face à un adversaire plus puissant (cf. plus loin, rente stratégique) ou, au contraire, de tenir tête sans perdre patience face à un adversaire insaisissable pratiquant l'esquive. Ainsi, la bipolarité entre la manœuvre et la bataille peut se traduire respectivement par la manœuvre extérieure (diplomatique, culturelle ou psychologique) et par le travail de contre-insurrection (manœuvre intérieure) s'inscrivant dans la durée à travers une action patiente, sans éclat et évitant l'escalade. La manœuvre conduite par la CIA au Laos de 1964 à 1975 présente un bon cas de stratégie d'usure sur un double front intérieur et extérieur: l'Agence parvient à empêcher l'effondrement du gouvernement légal en organisant une importante armée de partisans (les Hmong du général Vang Pao), à fixer ainsi sur ce théâtre pendant toute cette période une partie de l'armée nord-vietnamienne et à lui infliger de lourdes pertes et, surtout, à protéger la Thaïlande voisine d'une infiltration communiste.[13] Signalons aussi la stratégie de harcèlement adoptée par le Hezbollah contre Israël depuis 1982 amenant, d'abord, l'Etat hébreux à retirer petit à petit toutes ses troupes du Liban (jusqu'en 2000) pour arriver, ensuite, à le mettre sur la défensive par des tirs de roquettes sur son propre territoire (2006). On le remarque, dans chacun de ces deux cas les protagonistes concernés (CIA, Hezbollah) ont su agir dans la longue durée (de l'ordre de la décennie) combinant manœuvre et bataille en conjuguant action indirecte (guerre non conventionnelle, terrorisme, guerre psychologique) et guerre conventionnelle (affrontement direct) pour parvenir à leurs fins.

– ***Avoidance:*** consubstantiel de la stratégie d'usure, le concept *d'avoidance* (qui n'a pas à notre connaissance d'équivalent en français) signifie «éviter la bataille rangée», fatiguer l'adversaire en s'attaquant notamment à son moral (Fabius Cunctator)[14]. Si l'on adapte maintenant un tel concept à la modélisation de l'ennemi en cercles concentriques proposée par John Warden[15] prévoyant de s'attaquer en priorité aux cercles intérieurs qui représentent les centre nerveux (pouvoir politique, centres de commandement) de l'adversaire, on peut dire en quelque sorte que *l'avoidance* privilégie l'inverse, à savoir s'attaquer d'abord aux «cercles extérieurs», aux éléments les moins vitaux de l'ennemi, et donc les moins protégés, pour le fatiguer, le déstabiliser, lui faire perdre sa confiance dans sa force et son invincibilité. Transposer à la situation de guerre à l'intérieur de l'Etat, c'est refuser systématiquement l'engagement frontal que celui-ci soit militaire, politique ou diplomatique, c'est dissocier le fort de ses appuis extérieurs, de ses alliés, l'amener à abuser de sa puissance et à douter du bien-fondé de son action: les insurgés irakiens ont appliqué depuis 2003 une telle démarche amenant le départ de l'ONU, de la Croix Rouge et de certains contingents alliés des Etats-Unis, isolant de la sorte la puissance unique dans cette guerre qu'elle porte désormais seule. Du point de vue doctrinal, la pensée stratégique asiatique est particulièrement précieuse pour enrichir le concept *d'avoidance* avec notamment l'idée de n'accepter l'engagement que lorsqu'on est sûr de l'emporter (Sun Tzu, pensée militaire vietnamienne).[16]

– ***Rente stratégique:*** le concept désigné ici, *rente stratégique,* s'inscrit dans le prolongement direct de la réflexion sur la manœuvre extérieure. Il veut répondre à la question qui suit: *comment un Etat qui n'est pas une grande puissance, peut-il vivre et survivre dans le rapport de force qui prévaut à l'âge de la mondialisation?* A cet égard, la rente stratégique signifie que le protagoniste le plus faible dispose d'une position, d'atouts ou d'avantages qui font que son adversaire a besoin de lui (c'est par exemple le cas de la Suisse faisant valoir les avantages de sa place financière et l'atout de la garde des principaux passages alpins pour maintenir son indépendance et sa souveraineté face au III[e] Reich hitlérien qui dominait alors tout le reste de l'Europe continentale)[17]. En reportant cette définition à la dialectique des volontés caractérisant la stratégie, ceci signifie non pas soumettre son adversaire à sa volonté, mais bel et bien *transformer son adversaire en partenaire.* Une fois encore, dans une telle posture stratégique, la recherche de la victoire n'est pas l'objectif principal; il s'agit beaucoup plus de durer, d'exister stratégiquement, de combattre non pas tant pour battre mais pour se maintenir. Dans cette optique où il convient de se défaire de la logique clausewitzienne *Ziel-Mittel-Einsatz* pour mieux saisir l'occasion favorable en fonction de la conjoncture, le concept de rente stratégique débouche presque inévitablement sur une forme de «stratégie des moyens». Cette stratégie est comprise ici non pas au seul sens des moyens militaires industriels, techniques et technologiques. Elle s'entend dans un sens plus «intégral» de recherche systématique d'atouts, de «niches» (occuper les vides), de création de capacités et de compétences spécifiques dont les concurrents ont besoin et pour lesquelles ils sont prêts à négocier ou que l'on peut concéder en contrepartie de l'obtention d'une marge de manœuvre politique. On aboutit de la sorte aussi à un raisonnement sur les processus visant à tirer parti du potentiel de la situation, à susciter l'occasion favorable en créant les conditions propices. On s'approche également

[12] COUTAU-BEGARIE, p. 325.

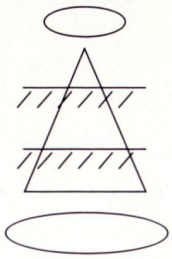
[13] *«Des Américains bien tranquilles?»: l'implication de la CIA en Asie du Sud-Est durant la guerre du Vietnam,* Mémoire de licence présenté à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne par Guillaume Conne, session d'octobre 2006.

[14] Attitude stratégique adoptée par le consul romain Quintus Fabius Maximus, dit Fabius Cunctator (le temporisateur), contre Hannibal après la cuisante défaite des légions romaines à la bataille du lac Trasimène (217 av. J.-C.).

[15] John WARDEN III, *La campagne aérienne: planification en vue du combat,* trad., Paris, Economica, 1998 (en particulier la préface de Philippe Steininger très explicite sur la modélisation en cercles concentriques).

[16] Etant donné l'abondance de la littérature sur le sujet, signalons principalement, François JULIEN, *Traité de l'efficacité,* Paris, Grasset, 1996 (Le Livre de Poche, biblio essais; 4292); LE HUU KHOA, «La visée de l'effet dans l'art militaire vietnamien, ou comment combattre n'est pas battre», in Thierry Marchaisse/Le Huu Khoa, ed., *Dépayser la pensée,* Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, 2003, p. 23–76.

[17] Philippe MARGUERAT, *La Suisse face au III[e] Reich: Réduit national et dissuasion économique, 1940–1945,* Lausanne, éditions 24 heures, 1991; cf. ég. notre étude, «Du Réduit national à la World city: quelle rente stratégique pour la Suisse d'aujourd'hui?», in *Les conditions de la survie: la Suisse, la Deuxième Guerre mondiale et la crise des années 90,* Jean-Philippe Chenaux, ed., Lausanne, CRV, 2002 (Cahier; CXL), p. 277–296.

Résumé des concepts et des principes			
en général		*rapporté à la manœuvre extérieure/manœuvre intérieure*	
• guerre latente *(nous sommes en guerre, mais nous ne le savons pas)* • Ermattungsstrategie *(durer)* • avoidance *(frapper les cercles extérieurs)*		• rente stratégique (l'art de se maintenir)	• transformer son adversaire en partenaire • exister stratégiquement • savoir changer de front *(occuper les vides)*
		• contre-insurrection *(la population est la ligne de contact)*	• éviter l'escalade • Action • primat du combattant individuel

d'une forme de *stratégie de l'attente:* «le Chef, ayant préparé divers modes d'emploi des forces, subordonne le choix définitif d'un parti à la réalisation de certaines conditions».[18] Il est intéressant de constater combien les règles du *jeu de go* fournissent une bonne illustration de cette approche stratégique: ne pas se laisser fixer, savoir changer de front, occuper les vides, se concentrer sur le «territoire» qui compte, ne pas perdre de vue l'essentiel. Dans un tel jeu, le gagnant n'est alors pas tant celui qui élimine les pièces de son adversaire (comme aux échecs), mais celui qui tient et existe le plus longtemps!

– ***Guerre irrégulière:*** contrairement à la guerre conventionnelle (guerre réglée), la guerre irrégulière est avant tout celle des partisans, des pirates, des terroristes, des seigneurs de guerre et des autres formes d'organisations armées non-étatiques. Dans l'environnement actuel, c'est celle qui s'applique en particulier à la manœuvre intérieure. Elle est souvent assimilée à la guérilla: les forces morales (cohésion, volonté, discipline, persévérance) et la durée y prédominent sur les forces matérielles. La guerre irrégulière se déroule au milieu de la population; c'est cette dernière qui fait les frais du conflit (terreur, assassinats, enlèvements, exactions, massacres). Il s'agit de prendre pleinement conscience de cette réalité: comme on l'a dit, la ligne de contact n'est plus l'armée ennemie, mais la population. Celle-ci est devenue un des principaux objectifs de la lutte et c'est de l'obtention de son soutien effectif que dépend en grande partie le succès de l'affrontement. Cet enjeu de la confiance des populations est déterminant. L'Etat doit donc s'y préparer non en donnant la priorité à une augmentation de sa puissance de feu, mais en privilégiant précisément les forces morales et la durée, en ne cédant pas à la tentation de l'escalade des moyens militaro-policiers et en mettant l'accent sur la recherche du renseignement. Du point de vue conceptuel, la réponse moderne à cette guerre au cœur du corps social a été la *doctrine de la contre-insurrection* développée dans la seconde moitié du XX[e] siècle.[19] L'objectif de cette doctrine est précisément de permettre à l'Etat de retrouver au sein de la population les appuis dont il a besoin pour conduire la lutte: reconquérir la confiance (gagner les esprits et les cœurs), se constituer des partisans et des réseaux de sympathie, s'appuyer sur les forces locales déjà existantes, contrebattre l'influence de l'adversaire auprès de la population. Même si la guerre irrégulière a pris aujourd'hui un caractère plus mafieux que politique, la doctrine de la contre-insurrection (développée en réponse aux guerres révolutionnaires de l'après-guerre) demeure néanmoins le seul cadre conceptuel stratégique cohérent permettant d'envisager la conduite du combat au sein de la population. Elle s'articule en cinq modes d'action principaux que l'on peut résumer comme suit: 1) la *contre-insurrection proprement dite* vise à soustraire la population à l'emprise de l'adversaire (les contre-pouvoirs dans notre cas) en lui garantissant sa sécurité, ses conditions de vie (maintien du tissu socio-économique) et sa liberté (libre processus de décision au niveau local – quartiers, municipalités); 2) *l'action paramilitaire* vise à s'appuyer sur les organisations armées déjà existantes (milices civiques d'autodéfense, sociétés de gardiennage) et à créer des forces locales supplétives (une telle action a également pour effet de renforcer la confiance de la population qui se voit confier la responsabilité de sa propre sécurité); 3) *l'action psychologique* vise à reprendre l'ascendant moral et intellectuel sur l'adversaire par une information ciblée; 4) la *guerre non conventionnelle* vise à créer l'insécurité chez l'adversaire en créant des unités de partisans (contre-maquis) sur ses arrières; 5) les *opérations spéciales* visent la capture ou la destruction d'objectif précis pour affaiblir l'organisation de l'adversaire (caches d'armes, chaîne de commandement). Deux concepts sous-tendent ces cinq modes opératoires, celui *d'Action* et celui de *combattant individuel*. Car ici l'affrontement dialectique des volontés a lieu au niveau de l'individu lui-même. La doctrine française de la contre-insurrection a développé le concept d'Action pour expliquer la forme de combat à mener dans le cadre de la guerre irrégulière: il s'agit non pas de capacités proprement militaires mais de ce qu'on pourrait appeler la «préparation du terrain», c'est-à-dire mettre en place une infrastructure humaine et matérielle faite de réseaux, de filières, de sources de renseignement, de liaisons constantes avec la population, infrastructure qui pourra ensuite servir de tremplin à des opérations plus spécifiques.[20] En d'autres termes, l'Action cherche par tous les moyens à créer un «milieu favorable». S'agissant du combattant individuel, ce n'est pas le simple soldat d'élite d'une armée régulière: c'est à la fois un civil et un militaire apte à vivre en milieu hostile, à recruter, former et conduire des partisans, à organiser une communauté et, surtout, à travailler en dehors des structures étatiques et hiérarchiques classiques (armée, police). Comme le jésuite de la Renaissance, le combattant individuel est un système d'arme à lui seul; c'est le système d'arme que l'on peut opposer à un autre combattant individuel – le terroriste.

Voilà brièvement esquissés quelques éléments de réponse que l'on peut apporter aux défis stratégiques contemporains et signaler surtout des pistes de recherche pour la réflexion stratégique. Il importe de redécouvrir les pans méconnus de la pensée stratégique occidentale, particulièrement ceux qui ne sont pas orientés sur ce qu'on appelle le modèle occidental de la guerre. Des penseurs comme Machiavel ou des stratèges comme Montecuccoli chez qui l'Etat n'est pas une donnée a priori mais un souci constant d'en préserver la stabilité, des historiens comme Delbrück inscrivant le fait stratégique dans la longue durée historique, ces auteurs méritent d'être relus et médités à lumière du contexte actuel. En ce qui concerne la doctrine militaire plus précisément, trois concepts présentés précédemment nécessiteraient, de notre point de vue, un approfondissement: la manœuvre extérieure en lien avec la rente stratégique (clef de la liberté d'action de l'Etat), l'Action et le combattant individuel (éléments structurants de la manœuvre intérieure).

Une fois encore dans l'Histoire, l'évolution du corps social … ●

[18] Cité chez COUTAU-BEGARIE, p. 348.

[19] On trouve un bon résumé de cette doctrine dans, Leroy THOMPSON, *Ragged War: The Story of Unconventionnal and Counter-Revolutionary Warfare*, Londres, Arms and Armour Press, 1994.

[20] Michel DAVID, *Guerre secrète en Indochine: les maquis autochtones face au Viêt-Minh, 1950–1955*, Paris, Lavauzelle, 2002, p. 117 s.